

Printemps 2020

Tendances conjoncturelles

Situation de l'économie suisse

Encadré : Croissance du PIB de 0,9 % en 2019

Encadré : PIB suisse par habitant à un niveau élevé, mais en faible croissance
cours de la dernière décennie

Clôture de la rédaction : 28 février 2020

Le rapport complet (version allemande) paraîtra le 17 mars. La version française sera
publiée ultérieurement.

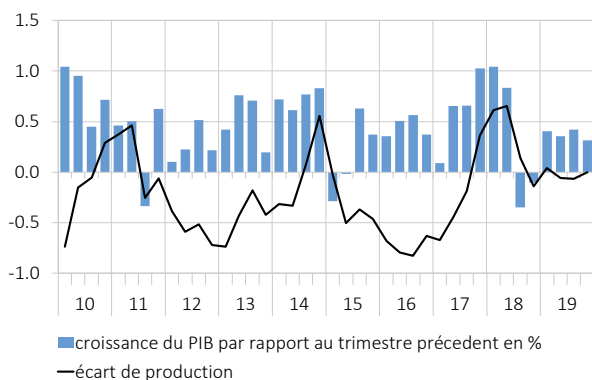
Situation de l'économie suisse

Aperçu

Fin 2019, le **développement modéré** de la conjoncture suisse se poursuivait. Au 4^e trimestre, la croissance du PIB était de 0,3 %, après avoir atteint 0,4 % au trimestre précédent. La Suisse a ainsi enregistré au second semestre une croissance plus forte que ses grands voisins. Toutefois, la faiblesse persistante de la conjoncture internationale s'y est fait ressentir. Dans l'ensemble, l'économie a connu au 4^e trimestre une légère sous-exploitation et l'écart de production est tombé en terrain négatif (graphique 1).

graphique 1 : PIB et écart de production

valeurs réelles désaisonnalisées, écart de production en % du potentiel



source : SECO

La faiblesse conjoncturelle est particulièrement manifeste dans les secteurs de l'industrie suisse sensibles à la demande. Dans les branches industrielles des machines et des métaux, le faible développement des trimestres précédents s'est poursuivi jusqu'à la fin de l'année. La baisse des chiffres d'affaires a également affecté le marché du travail : le **chômage** et le **chômage partiel** ont continué d'augmenter dans ces branches. En revanche, le **secteur pharmaceutique**, moins sensible à la conjoncture, s'est à nouveau affirmé comme un pilier de la croissance, bien qu'il n'ait pas tout à fait atteint le dynamisme des trimestres précédents. Globalement, la valeur ajoutée dans l'industrie manufacturière a stagné au 4^e trimestre. La Suisse est ainsi en ligne avec le faible développement international du secteur industriel, mais sa structure de

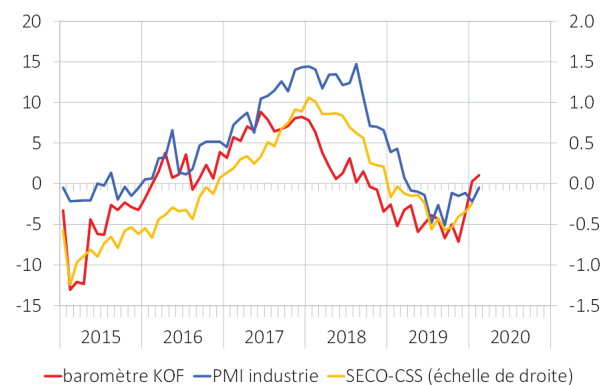
branches s'avère une fois de plus un facteur de stabilisation.

La dynamique de l'**économie intérieure** est restée sous le signe de la modération, comme durant les trimestres précédents. La forte augmentation des **investissements** au 4^e trimestre est due à la catégorie très volatile des aéronaves et ne représente par conséquent pas une tendance de fond. Les autres investissements continuent en revanche de refléter une certaine réticence des entreprises à investir dans leurs capacités de production.

Soutenues par des baisses de prix et une bonne situation générale sur le marché du travail, les **dépenses de consommation** ont également connu une croissance modérée au cours du 4^e trimestre. Certaines **branches des services** en ont profité, notamment le commerce. Dans l'ensemble, cependant, le développement des services a été assez hétérogène.

graphique 2 : Indicateurs avancés

moyenne baromètre KOF = 100, moyenne SECO-CSS = 0, seuil de croissance PMI = 0



sources : KOF, SECO

Début 2020, les **indicateurs avancés** indiquaient une relative stabilisation de la situation. Certains indicateurs composites se sont nettement améliorés et sont revenus à des niveaux proches de leur moyenne à long terme (graphique 2). Le climat s'est également stabilisé dans le secteur industriel. Les indicateurs continuent ainsi de signaler un ralentissement de la dynamique économique,

mais pas une aggravation de la situation. Cependant, toutes ces enquêtes ont été réalisées avant l'apparition

du coronavirus et ne tiennent donc pas compte de son impact présumé.

Produit intérieur brut

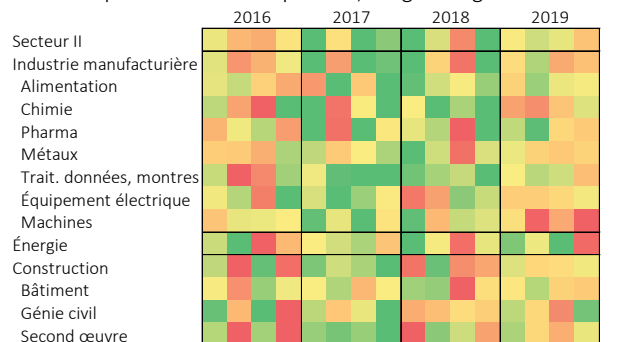
Production

Les branches de l'économie suisse ont connu au 4^e trimestre 2019 une évolution passablement hétérogène (v. tableau 1 et graphique 17, p. 8). La progression du PIB, de 0,3 %, a été principalement portée par certaines branches des services. La croissance du **secteur secondaire** s'est en revanche pratiquement stoppée après avoir apporté une contribution supérieure à la moyenne au cours des quatre trimestres précédents.

La valeur ajoutée de l'**industrie manufacturière** a stagné au 4^e trimestre. Tandis que la branche de la chimie-pharma a continué de croître, le déclin généralisé des autres secteurs de l'industrie manufacturière s'est poursuivi. Cette évolution se poursuit depuis mi-2018. L'industrie suisse a souffert de l'affaiblissement de l'économie mondiale, du commerce international ainsi que de l'appréciation du franc suisse dans le courant 2019. Les résultats de l'enquête auprès des directeurs d'achat confirment la tendance à la baisse : depuis avril 2019, le PMI de l'industrie se situe en dessous du seuil de croissance. Toutefois, les diverses branches de l'industrie manufacturière présentent une certaine hétérogénéité (graphique 3) : alors que les chiffres d'affaires nominaux ont fortement diminué depuis trois trimestres dans le secteur des machines, ils se sont à peu près maintenus dans le secteur de traitement de données et des montres. Ils se sont même améliorés dans l'industrie alimentaire.

Industrie : progression de la pharma, repli des autres branches

graphique 3 : Chiffres d'affaires dans l'industrie
valeurs nominales désaisonnalisées, variation par rapport au trimestre précédent : vert = positive, rouge = négative



source : OFS (désaisonnalisation : SECO)

Dans la **branche de l'énergie**, la valeur ajoutée a baissé de 1,7 % au 4^e trimestre. Cependant, elle était encore à un

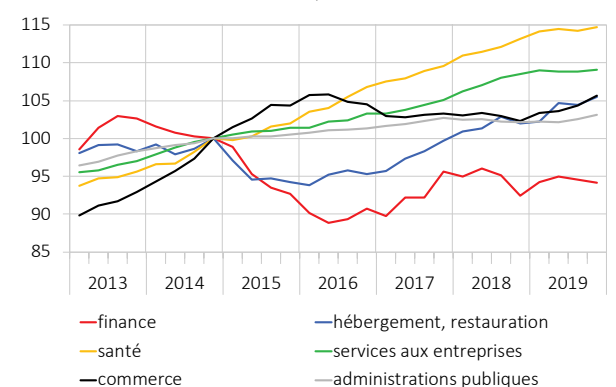
niveau élevé compte tenu de la croissance record du trimestre précédent. Malgré un déclin, la production d'énergie électrique est restée forte, en particulier dans le secteur de l'hydroélectricité, dépassant même la demande intérieure au 4^e trimestre.

La **branche de la construction** peut se prévaloir d'un trimestre positif : la valeur ajoutée a augmenté de 0,9 %, l'emploi a également progressé à un rythme supérieur à la moyenne et les chiffres d'affaires ont affiché une légère hausse. Toutefois, cette évolution robuste n'implique pas que la consolidation progressive du secteur de la construction, en cours depuis le début 2018, soit arrivée à son terme. Les chiffres d'affaires montrent que la récente augmentation est tirée par l'industrie du génie civil tandis qu'une évolution latérale se poursuit dans les secteurs du bâtiment et du second œuvre (graphique 3).

Le **secteur tertiaire** a joué au 4^e trimestre un rôle déterminant : avec 0,29 point de pourcentage, il a apporté une contribution moyenne à la croissance du PIB, après plusieurs trimestres au cours desquels il n'avait que faiblement progressé. La situation dans les différentes branches des services se présente toutefois de façon relativement hétérogène (graphique 4).

graphique 4 : Valeur ajoutée, diverses branches des services

valeurs réelles désaisonnalisées, 4^e trimestre 2014 = 100



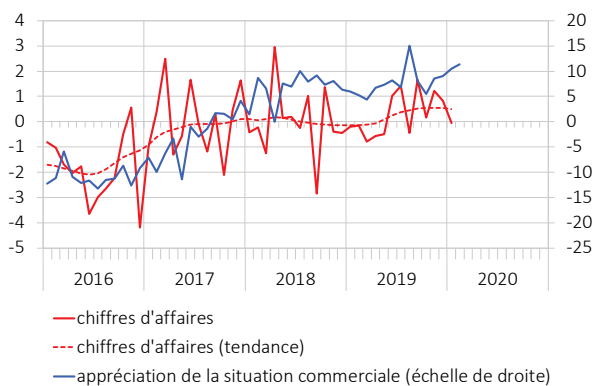
source : SECO

Une forte croissance a été enregistrée par le **commerce** (+1,2 %), qui a bénéficié de la forte augmentation des nouvelles immatriculations de voitures. Toutefois, comme il pourrait s'agir, en partie, d'effets de rattrapage, on ne peut pas s'attendre à ce que le rythme élevé de la croissance du commerce se poursuive nécessairement.

La reprise graduelle s'est confirmée dans le commerce de détail : après le résultat positif du trimestre précédent, la valeur ajoutée a de nouveau légèrement progressé. L'évaluation favorable du climat des affaires se reflète désormais aussi dans les chiffres d'affaires, du moins dans la tendance : les chiffres d'affaires réels ont légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (graphique 5). Par rapport aux dernières années, caractérisées par un déclin ou une stagnation, la situation s'est donc quelque peu améliorée.

graphique 5 : Commerce de détail

chiffre d'affaires : valeurs réelles corrigées des effets calendaires, variation sur un an en %, situation commerciale : soldes désaisonnalisés de l'enquête KOF



sources : OFS (tendance : SECO), KOF

La croissance a été réjouissante dans le **secteur de l'hôtellerie et de la restauration** (+1,0 %). Grâce à un nombre record de nuitées, la valeur ajoutée a atteint son niveau le plus élevé depuis plus de dix ans. En outre, dans **l'administration publique**, la valeur ajoutée a été supérieure à la moyenne (+0,5 %), soutenue par l'expansion de l'emploi, notamment dans l'enseignement. La phase de stagnation de la valeur ajoutée dans le secteur public, qui dure depuis le début de 2018, semble ainsi avoir pris fin, du moins pour l'instant.

Après un surprenant déclin au trimestre précédent, le secteur **Santé humaine et action sociale** a renoué avec la croissance. L'augmentation de la valeur ajoutée, de 0,5 %, est toutefois inférieure à la moyenne à long terme. Après deux trimestres négatifs, la croissance a également repris dans la branche des **services destinés aux entreprises**. Toutefois, la progression de 0,2 %, inférieure à la

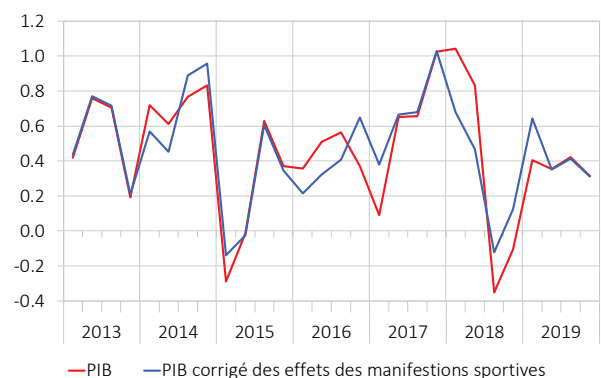
moyenne, montre que l'industrie ressent toujours les effets du ralentissement économique.

La **branche des services financiers** a dû, elle aussi, faire face à des difficultés au 4^e trimestre. La valeur ajoutée dans ce secteur a diminué de 0,4 %, comme au trimestre précédent. Les revenus provenant de l'exploitation des sur différentiels de taux d'intérêt ont été moindres : la baisse a été particulièrement prononcée dans les activités avec l'étranger. En revanche, les activités de commission ont connu une évolution légèrement positive. La faiblesse de la branche des services financiers est particulièrement évidente à plus long terme : c'est le seul grand secteur des services à avoir enregistré une valeur ajoutée plus faible à la fin de 2019 que cinq ans auparavant, avant le choc du franc en janvier 2015 (graphique 4).

Comme il n'y a pas eu en 2019 de grands événements sportifs internationaux dont la valeur ajoutée serait comptabilisée en Suisse, les taux de croissance du PIB et du PIB corrigé des effets des grands événements sportifs¹ coïncident depuis trois trimestres (graphique 6). L'ajustement joue cependant un rôle important pour la croissance annuelle qui est largement influencée par la tenue de tels événements sportifs en 2018.²

graphique 6 : Produit intérieur brut et grands événements sportifs internationaux

valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent



source : SECO

¹ Des informations détaillées à ce sujet sont disponibles dans la note technique « Lissage des effets des grandes manifestations sportives dans le PIB suisse » publiée sur le site Internet du SECO, www.seco.admin.ch/pib, sous la rubrique Autres.

² V. l'encadré « Croissance du PIB de 0,9 % en 2019 », p. 15.

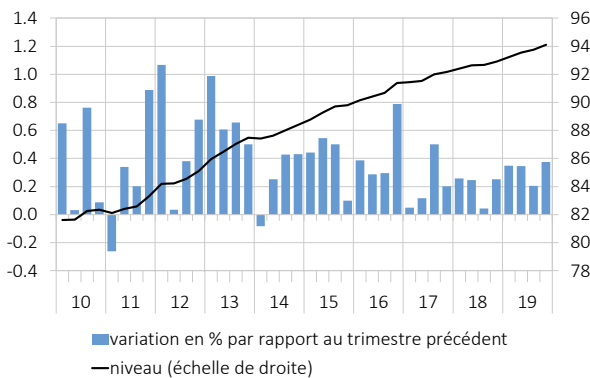
Dépenses Consommation

La croissance de la consommation privée, de 0,4 %, a marqué une légère accélération au 4^e trimestre 2019 (graphique 7).³ La contribution la plus importante à la croissance est venue une fois de plus des dépenses dans le domaine de la santé. À cet apport s'est ajoutée une augmentation sensible des dépenses en matière de mobilité. En décembre 2019, le nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules automobiles a été nettement plus important qu'au cours des mois précédents ; un tel nombre n'avait plus été dépassé depuis décembre 2016.⁴ Des effets de rattrapage peuvent également y avoir contribué : suite à l'introduction de nouvelles normes d'émission à l'automne 2018, les importations et les immatriculations de nouveaux véhicules ont ralenti pendant quelques trimestres. Dans les autres domaines, les dépenses de consommation ont connu au 4^e trimestre une évolution globalement modeste. C'est notamment le cas des dépenses pour le logement et l'énergie, qui ont pratiquement stagné : le temps très doux de l'automne 2019⁵ a fait baisser les coûts de chauffage.

Croissance modérée de la consommation privée

graphique 7 : Consommation privée

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

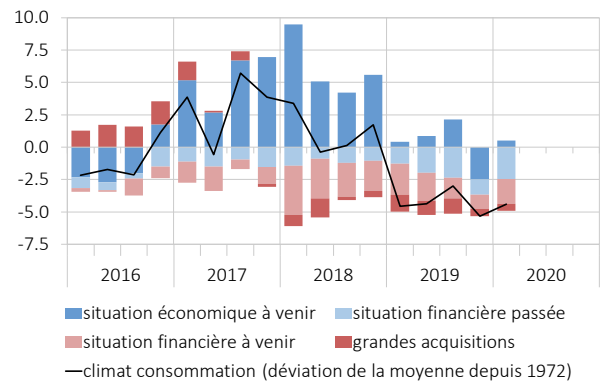


source : SECO

Le pouvoir d'achat des ménages a été soutenu au 4^e trimestre par la baisse des prix à la consommation. En termes corrigés des variations saisonnières, les denrées alimentaires et le carburant, en particulier, étaient moins chers qu'au trimestre précédent. Néanmoins, l'enquête de janvier 2020 sur le climat de consommation a confirmé que les ménages jugent leur situation financière moins bonne qu'en moyenne, d'où leur faible propension à faire des achats importants (graphique 8).

graphique 8 : Climat de consommation

valeurs désaisonnalisées, contributions des indices partiels à la déviation de la moyenne de l'indice global

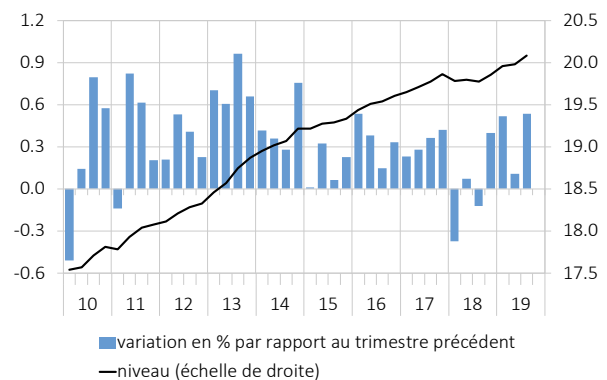


source : SECO

Les dépenses de consommation des administrations publiques et des assurances sociales ont de nouveau enregistré une solide croissance au 4^e trimestre (+0,5 % ; graphique 9). Ventilées par échelon étatique, se sont surtout les dépenses de la Confédération qui ont contribué au regain de croissance des derniers trimestres, en particulier dans le domaine des dépenses autres que celles de personnel. Cela dit, les dépenses de personnel ont également progressé. Ainsi, l'emploi dans le secteur public au cours du 4^e trimestre a continué d'augmenter sensiblement.

graphique 9 : Consommation de l'État

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

³ Y c. la consommation des organisations privées sans but lucratif.

⁴ <https://www.auto.swiss/fr/statistiques/immatr-de-voitures-par-marque>.

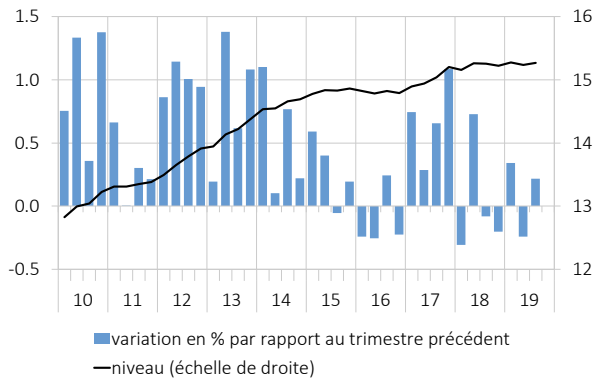
⁵ https://www.meteosuisse.admin.ch/content/dam/meteoswiss/fr/service-und-publikationen/publikationen/doc/2019_ANN_f.pdf.

Investissements

Avec une augmentation de 0,4 %, les investissements dans la construction ont connu au 4^e trimestre une solide croissance. Pour la première fois depuis fin 2017, deux trimestres positifs se sont succédés ont suivi (graphique 10).

graphique 10 : Investissements dans la construction

valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs

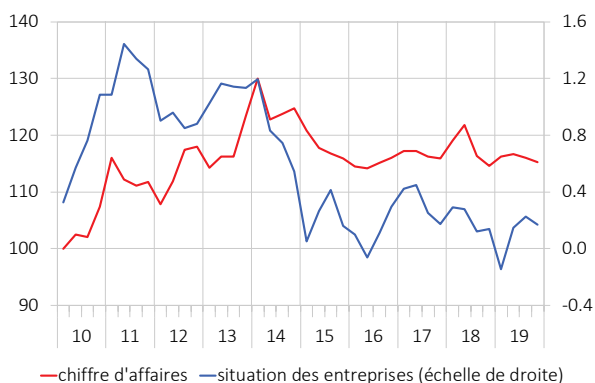


source : SECO

Dans l'ensemble, le secteur de la construction peut se targuer d'une année 2019 positive. L'emploi a connu une croissance constante en 2019 et les entreprises font état, pour l'année en cours également, d'une utilisation accrue de leurs capacités de production. Cependant, un écart se creuse de plus en plus entre les segments du bâtiment et du génie civil : au second semestre 2019, le génie civil s'est révélé être un pilier de la croissance, tandis que la construction commerciale a stagné et la construction résidentielle a décliné.

graphique 11 : Bâtiment

situation commerciale : soldes désaisonnalisés et standardisés, chiffres d'affaires : désaisonnalisés, indice (1^{er} trimestre 2010 = 100)



sources : OFS, KOF

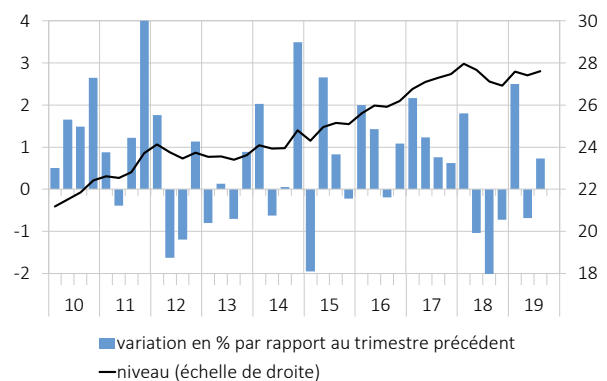
Dans l'ensemble, les chiffres d'affaires du bâtiment évoluent de façon latérale depuis mi-2015, bien qu'à un niveau élevé, et la situation commerciale dans le bâtiment est jugée moins positive que les années précédentes (graphique 11), ce qui est probablement la conséquence

de l'augmentation du taux de vacance des logements locatifs et de la légère baisse de l'immigration nette. L'environnement financier favorable continue d'être un soutien. Vers la fin de l'année 2019, le nombre des autorisations de construire délivrées a légèrement diminué, bien qu'il demeure à un niveau encore élevé. Le faible dynamisme dans le domaine du bâtiment devrait donc persister en 2020.

La croissance des investissements en biens d'équipement a été de 2,4 % au 4^e trimestre (graphique 12). Cette forte croissance est due à la rubrique Autres véhicules : deux grands avions de transport se sont en effet ajoutés à la flotte de la compagnie aérienne Swiss. En outre, les rubriques Automobiles et Informatique ont fourni des impulsions de croissance positives. Comme au trimestre précédent, les investissements dans la recherche et le développement ont été faibles, de même que dans les machines et les biens électroniques. Cela signifie que la faiblesse de l'activité d'investissement persiste depuis maintenant deux ans.

graphique 12 : Investissements en biens d'équipement

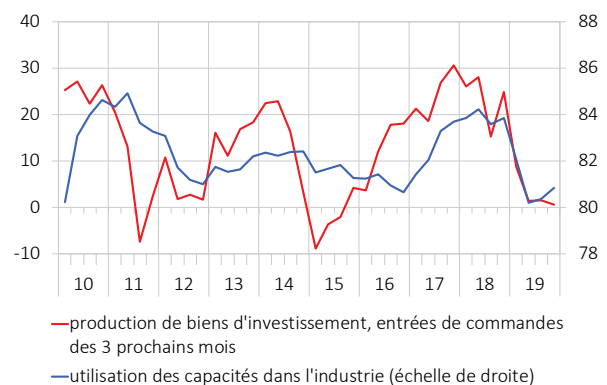
valeurs réelles désaisonnalisées, niveau en milliards de francs



source : SECO

graphique 13 : Indicateurs

solde, valeurs désaisonnalisées



source : KOF

La propension de l'industrie suisse à investir pourrait bien rester modérée pour l'instant. Bien que le contexte

de faibles taux d'intérêt continue à soutenir les dépenses d'investissement, l'utilisation des capacités dans l'industrie ne se redresse que lentement et les producteurs de biens d'équipement n'ont pas constaté d'amélioration des entrées de commandes à la fin de l'année.

Commerce extérieur

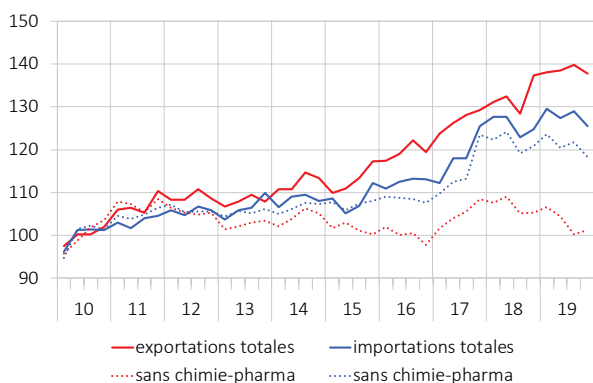
Dans l'ensemble, le commerce extérieur a contribué au 4^e trimestre de manière positive à la croissance du PIB (v. également p. 9 s.). Tant les exportations de biens et services que les importations ont diminué, mais ces dernières dans une bien plus large mesure.

Les **exportations de marchandises** (hors objets de valeur et commerce de transit) ont enregistré au 4^e trimestre une diminution de 1,5 %, leur premier recul sur quatre trimestres (graphique 14).⁶ En particulier, les exportations de produits chimiques et pharmaceutiques ont diminué après quelques trimestres positifs. Les autres grandes rubriques d'exportation ont également connu une évolution très faible (instruments de précision, horlogerie et bijouterie), voire accusé un nouveau déclin (machines, métaux). Certaines rubriques plus petites, comme celle des véhicules, ont toutefois soutenu le développement des exportations de marchandises. Le tableau est hétérogène en termes de marchés : si les exportations vers les pays du groupe Bric et le Royaume-Uni ont augmenté, celles vers l'UE et les États-Unis ont diminué.

Exportations hors chimie-pharma en légère hausse

graphique 14 : Commerce extérieur de marchandises

valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne annuelle 2010 = 100



source : SECO

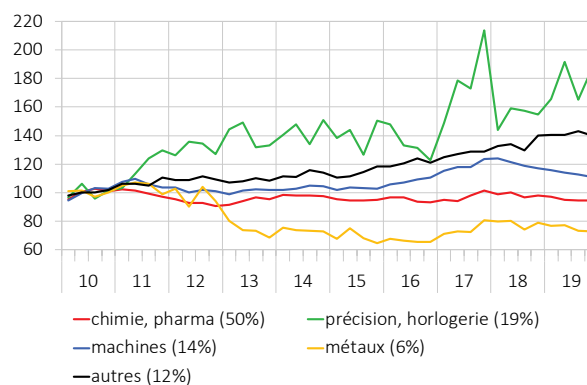
Fin 2019, les enquêtes auprès des exportateurs ont permis de constater une certaine stabilisation. Toutefois, un

retour immédiat vers une augmentation notable des exportations n'est pas attendu dans les secteurs concernés.

Les **importations de marchandises** ont diminué de 2,7 % au 4^e trimestre (graphique 14), et cela de manière généralisée : toutes les grandes rubriques d'importation ont subi un déclin, à l'exception de celle des véhicules qui a connu une forte croissance grâce à la catégorie des avions. Cette diminution est reflétée, en premier lieu, par le faible dynamisme de la demande intérieure – si l'on exclut les investissements dans les avions – et, en second lieu, par la faiblesse persistante de l'économie étrangère : certains des biens importés sont utilisés comme intrants pour la production de biens d'exportation.

graphique 15 : Exportations de marchandises, principales rubriques

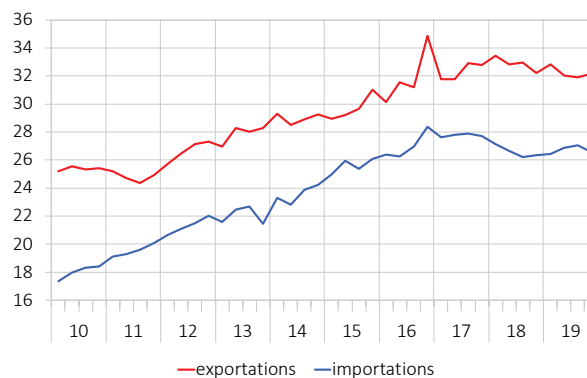
valeurs réelles désaisonnalisées, moyenne 2010 = 100, entre parenthèses : quote-part respective en 2019



source : SECO

graphique 16 : Commerce extérieur de services

valeurs réelles, désaisonnalisées, en milliards de francs



source : SECO

Le commerce des services a également connu une évolution modeste au cours du 4^e trimestre de 2019. Les **exportations de services** ont enregistré une croissance de 0,8 % (graphique 16), due en partie à l'augmentation des

⁶ Ci-après, sauf indication contraire, sont commentées les exportations et importations de marchandises à l'exclusion des objets de valeur et du commerce de transit. En raison de différences dans les définitions et le mode de déflation, les chiffres présentés ici ne correspondent pas à ceux de l'Administration fédérale des douanes. Dans les graphiques sont utilisées les formes abrégées suivantes : chimie, pharma : produits de l'industrie chimique et pharmaceutique ; machines : machines, appareils et électronique ; précision, horlogerie : instruments de précision, horlogerie et bijouterie.

revenus provenant des licences et brevets. Toutefois, la plupart des autres rubriques n'ont guère donné d'impulsion favorable à la croissance. Une exception positive a été le tourisme, qui a enregistré sa plus forte croissance depuis cinq ans.

Après une légère reprise passagère en 2019, les **importations de services** ont chuté de 1,8 % au 4^e trimestre. La

baisse des importations de services a été due en grande partie aux dépenses consacrées aux services de construction. Cependant, des impulsions négatives venues de la plupart des autres rubriques ont également contribué à ce recul.

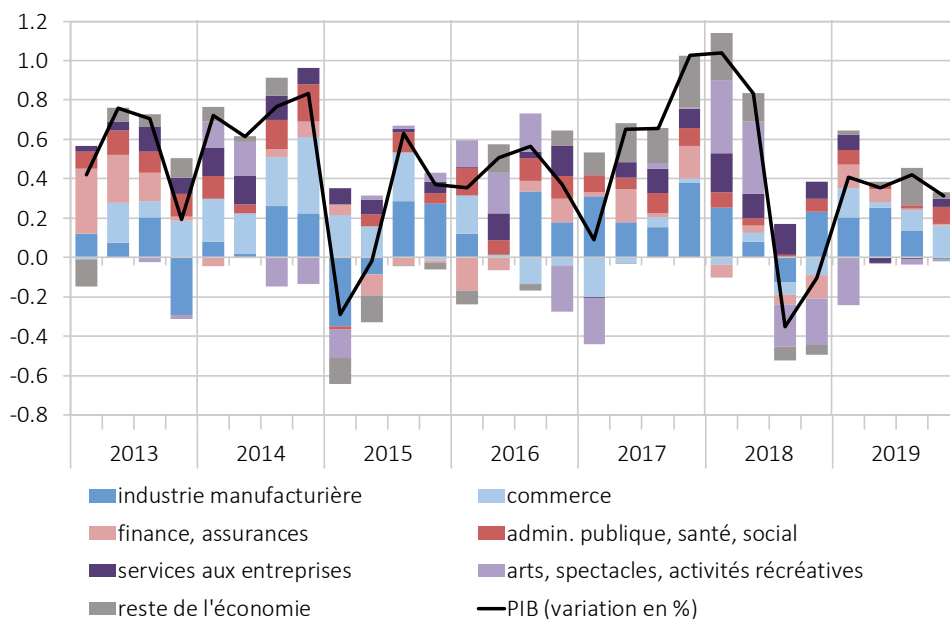
tableau 1 : Produit intérieur brut selon l'approche par la production
valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:1	2019:2	2019:3	2019:4
Industrie manufacturière	1.1	1.4	0.7	0.0
Construction	1.2	-0.1	0.0	0.9
Commerce	1.1	0.2	0.8	1.2
Hébergement, restauration	0.2	2.4	-0.3	1.0
Finance, assurances	1.3	0.7	0.1	0.1
Services aux entreprises	0.5	-0.2	0.0	0.2
Administration publique	0.1	-0.1	0.4	0.5
Santé, social	0.8	0.3	-0.3	0.5
Arts, spectacles, activités récréatives	-10.8	-0.1	-1.3	-0.4
Autres	-0.2	-0.1	1.3	-0.2
Produit intérieur brut	0.4	0.4	0.4	0.3

source : SECO

graphique 17 : Contributions des secteurs à la croissance du PIB

valeurs réelles, désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

Industrie manufacturière : Noga 10 à 33 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motos, Noga 45 à 47 ; **Hébergement, restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Services aux entreprises** : Activités immobilières, Activités spécialisées, scientifiques et techniques, Activités de services administratifs et de soutien, Noga 68 à 82 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, Sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Santé, social** : Santé humaine, Action sociale, Noga 86 à 88 ; **Arts, spectacles, activités récréatives** : Arts, spectacles, activités récréatives, Autres activités de service, Noga 90 à 96.

tableau 2 : Produit intérieur brut selon l'approche par la dépense
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en % par rapport au trimestre précédent

	2019:1	2019:2	2019:3	2019:4
Consommation des ménages	0.3	0.3	0.2	0.4
Consommation des administrations publiques	0.6	0.1	0.6	0.5
Investissements dans la construction	0.5	-0.2	0.3	0.4
Investissements en biens d'équipement	2.3	-0.6	0.2	2.4
Exportations de biens sans objets de valeur	-0.1	0.5	0.7	-0.5
Exportations de biens sans obj. val. et commerce de transit	0.6	0.2	1.0	-1.5
Exportations de services	1.9	-2.4	-0.4	0.8
Importations de biens sans objets de valeur	3.8	-1.7	1.3	-2.7
Importations de services	0.4	1.5	0.7	-1.8
Produit intérieur brut	0.4	0.4	0.4	0.3

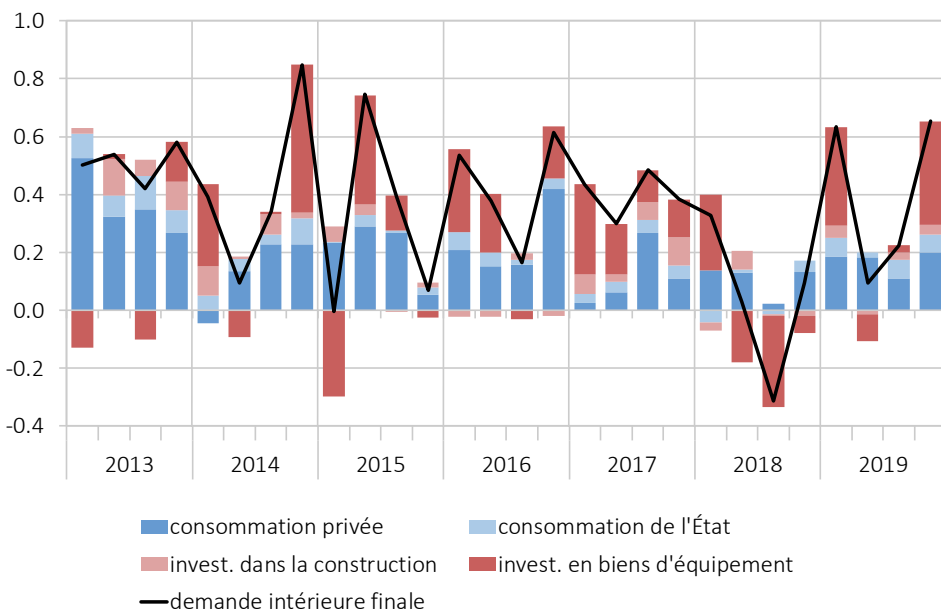
source : SECO

tableau 3 : Contributions à la croissance du PIB
valeurs réelles désaisonnalisées, variation en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent

	2019:1	2019:2	2019:3	2019:4
Demande intérieure finale	0.6	0.1	0.2	0.7
Variation des stocks y compris erreur statistique	0.6	0.2	0.5	-1.4
Balance commerciale sans objets de valeur	-0.8	0.0	-0.3	1.0

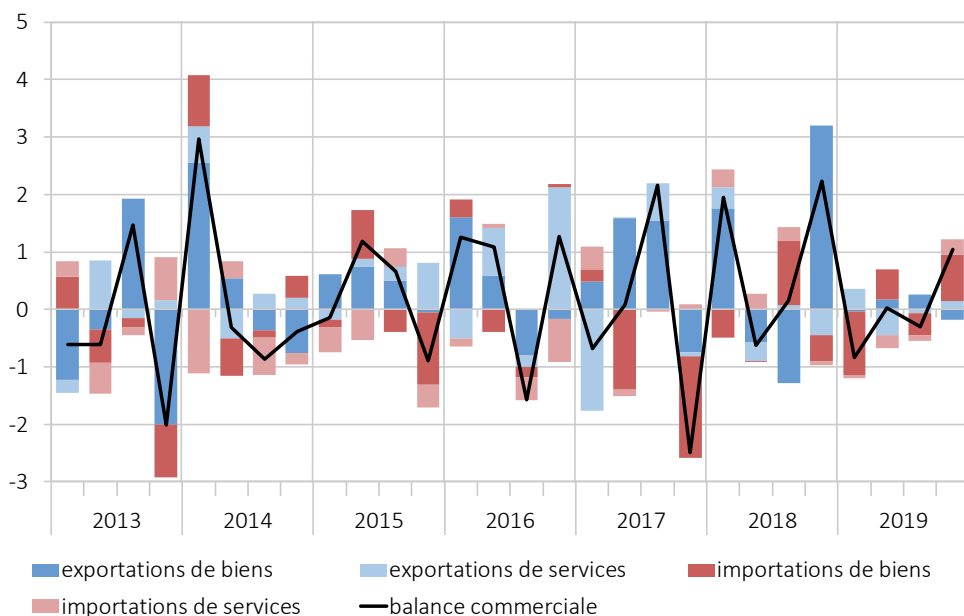
source : SECO

graphique 18 : Composantes de la demande intérieure finale
valeurs réelles désaisonnalisées, contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent



source : SECO

graphique 19 : Composantes de la balance commerciale
valeurs réelles désaisonnalisées, contributions à la croissance du PIB en points de pourcentage par rapport au trimestre précédent, exportations et importations de marchandises sans les objets de valeur



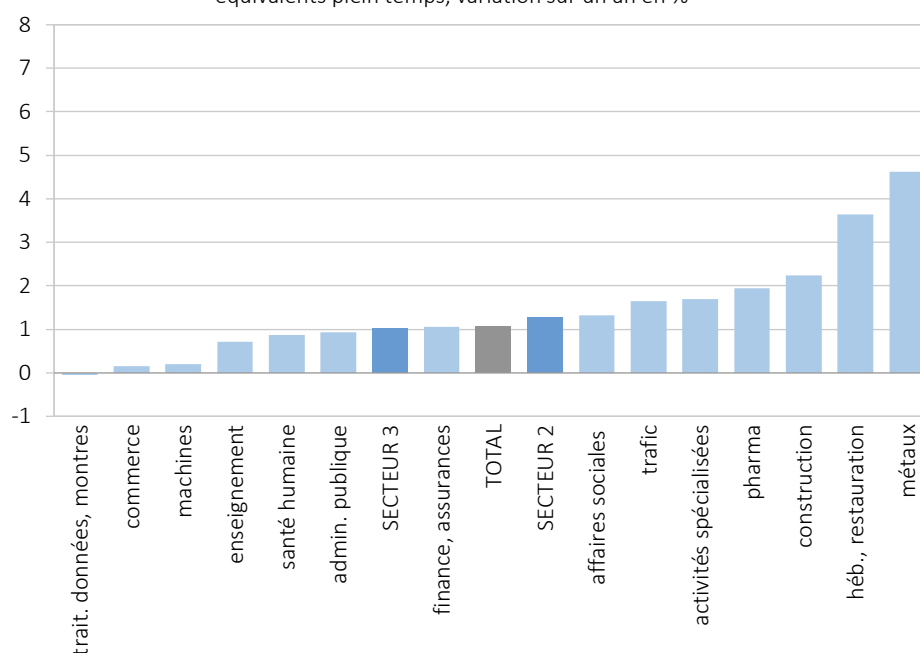
source : SECO

tableau 4 : Emploi en équivalents plein temps, divers secteurs
 quotes-parts respectives à l'emploi total au 4^e trimestre 2019, variation sur un an en %

	quote-part 2019:4	2019:1	2019:2	2019:3	2019:4
SECTEUR 2	25.2	1.6	1.5	1.1	1.3
Industrie pharmaceutique	1.1	1.4	1.2	0.2	1.9
Produits métalliques	2.4	5.4	4.8	3.3	4.6
Traitement de données et montres	2.6	4.5	4.3	3.5	0.0
Machines	1.9	1.7	2.4	1.2	0.2
Construction	8.3	0.8	1.1	0.7	2.2
SECTEUR 3	74.8	1.4	1.1	1.1	1.0
Commerce	12.9	-0.3	0.0	0.2	0.2
Trafic	5.3	1.2	1.8	1.5	1.7
Hébergement et restauration	4.9	1.3	1.9	0.5	3.6
Finance, assurances	5.2	-0.4	0.2	0.9	1.1
Activités spécialisées	9.0	3.5	2.8	1.7	1.7
Administration publique	4.1	0.5	-0.2	0.8	0.9
Enseignement	5.8	-0.6	-1.2	-0.5	0.7
Santé, social	13.2	2.8	2.6	1.7	1.2
TOTAL	100.0	1.5	1.2	1.1	1.1

source : OFS (Statem)

graphique 20 : Évolution de l'emploi au 4^e trimestre 2019
 équivalents plein temps, variation sur un an en %



source : OFS (Statem)

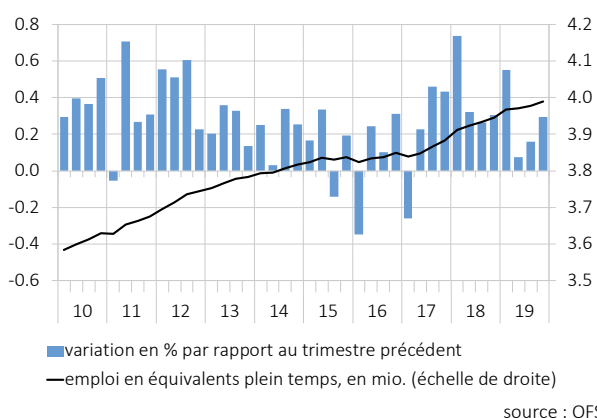
Industrie pharmaceutique : Noga 21 ; **Métaux** : Fabrication de produits métalliques, Noga 24 à 25 ; **Traitement de données et montres** : Appareils de traitement de données et montres, Noga 26 ; **Machines** : Fabrication de machines et équipements n.c.a., Noga 28 ; **Construction** : Noga 41 à 43 ; **Commerce** : Commerce, Réparation d'automobiles et de motocycles, Noga 45 à 47 ; **Trafic** : Trafic et transports, Noga 49 à 53 ; **Hébergement et restauration** : Noga 55 à 56 ; **Finance, assurances** : Activités financières et d'assurance, Noga 64 à 66 ; **Activités spécialisées** : Activités de services administratifs et de soutien, Noga 69 à 75 ; **Administration publique** : Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire, Noga 84 ; **Enseignement** : Noga 85 ; **Santé humaine** : Activités pour la santé humaine, Noga 86 ; **Affaires sociales** : Action sociale sans hébergement, Noga 88 ; **Santé, social** : Santé humaine et action sociale, Noga 86 à 88.

Marché du travail

Le nombre désaisonnalisé de personnes actives occupées, en équivalents plein temps, s'est élevé à 4 millions au 4^e trimestre 2019 (graphique 21). Parmi elles, environ un million relève du secteur secondaire et trois millions du secteur tertiaire. La croissance de l'emploi s'est quelque peu accélérée vers la fin de l'année, en s'élevant à 0,3 % (graphique 21).

graphique 21 : Emplois en équivalents plein temps

valeurs désaisonnalisées



Si l'on se penche sur un passé plus lointain, on relève que le secteur tertiaire a apporté une contribution soutenue à la croissance de l'emploi au cours des dix dernières années, tandis que l'emploi dans le secteur secondaire a réagi plus fortement aux fluctuations économiques. Par exemple, l'emploi en équivalents plein temps dans le secteur secondaire a considérablement diminué au cours du ralentissement économique observé en 2015 et 2016. Depuis fin 2017, l'emploi dans les deux secteurs croît à un rythme similaire (graphique 22).

Croissance robuste de l'emploi dans les secteurs secondaire et tertiaire

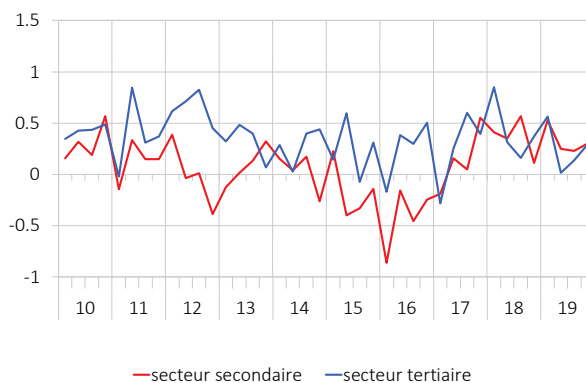
Les perspectives du marché du travail ont continué de se détériorer. Après que les principaux indicateurs du marché du travail, au trimestre précédent, ont montré un déclin de l'emploi, cette évolution s'est poursuivie au 4^e trimestre 2019 (graphique 23). Seul le sous-indice du PMI pour l'industrie a récemment connu une légère reprise. Bien que l'affaiblissement s'accroisse,

Dégradation des perspectives du marché

tous les indicateurs continuent d'indiquer une légère croissance de l'emploi.

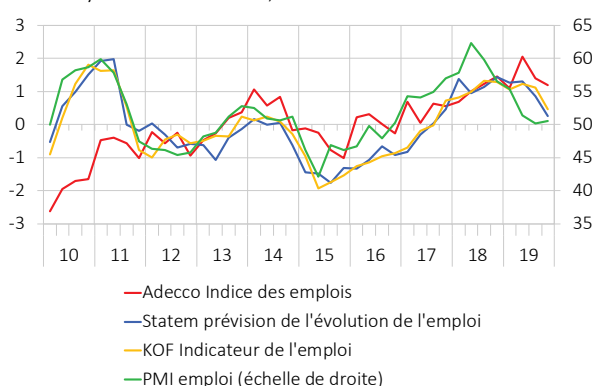
graphique 22 : Équivalents plein temps dans les secteurs secondaire et tertiaire

variation en % par rapport au trimestre précédent : valeurs désaisonnalisées



graphique 23 : Perspectives d'emploi

PMI : moyenne trimestrielle, autres indices : standardisés



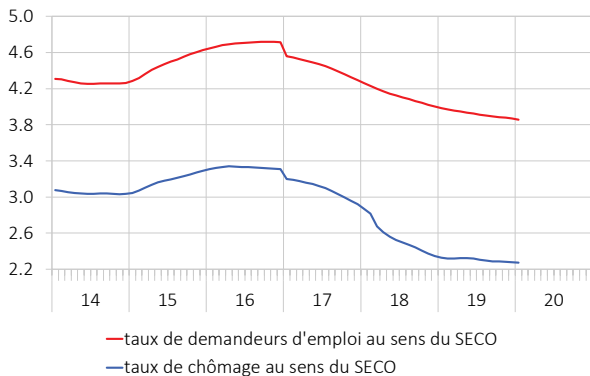
La baisse du taux des demandeurs d'emploi⁷, qui se poursuit depuis 2017, a depuis lors constamment décéléré. Cependant, le retour attendu vers des chiffres légèrement en hausse ne s'est pas encore concrétisé en janvier 2020. Le bon développement du secteur de la construction – potentiellement grâce à une météo exceptionnellement clémente – y'a contribué. En données corrigées des variations saisonnières et aléatoires, environ 105 300 personnes étaient enregistrées en tant que chômeurs et 178 800 comme demandeurs d'emploi à la fin du mois de janvier 2020. Le taux de chômage (selon le SECO) est

⁷ Chômeurs inscrits auprès d'un ORP et demandeurs d'emploi non inscrits comme chômeurs. Contrairement aux chômeurs, ces derniers ne sont pas immédiatement aptes à l'emploi, du fait, p. ex., qu'ils ont des revenus intermédiaires, participent à un programme d'activation de l'AC ou suivent une formation continue.

d'environ 2,3 % depuis décembre 2018 et celui des demandeurs d'emploi est d'environ 3,9 % depuis avril 2019 (graphique 24).

graphique 24 : Taux de chômage et de demandeurs d'emploi

valeurs corrigées des variations saisonnières et aléatoires, en % de la population active



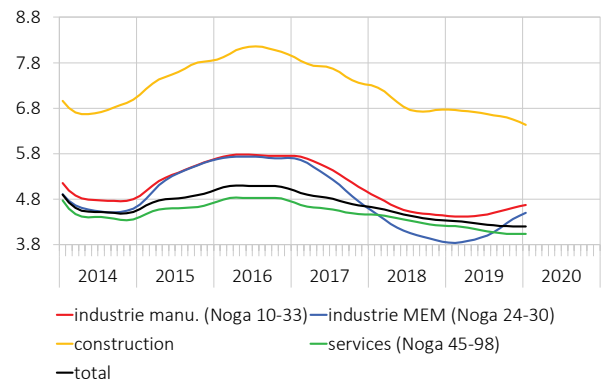
source : SECO

Ni le taux de chômage selon le SECO, ni le taux des demandeurs d'emploi n'ont montré un renversement de tendance à la hausse. Toutefois, derrière cette situation favorable se cache une grande hétérogénéité. Alors que

le taux des demandeurs d'emploi dans le secteur des services, de même que dans ses valeurs totales, continue d'évoluer latéralement, on constate, en ce qui concerne le chômage partiel et les demandeurs d'emploi dans l'industrie, un net retour à une tendance à la hausse depuis le printemps 2019. Dans l'industrie MEM, où les taux initiaux étaient très bas, le rebond a été beaucoup plus prononcé (graphique 25).⁸

graphique 25 : Taux de demandeurs d'emploi, sélection de branches

valeurs corrigées des influences saisonnières et aléatoires, en % de la population active



source : SECO

Prix

L'indice des prix à la consommation retrouve des valeurs positives. Après avoir considérablement chuté à mi-2018, il est brièvement passé sous la barre du zéro à l'automne 2019, puis s'est redressé en fin d'année (graphique 26). Il est toutefois resté faible (0,2 %) en janvier 2020. Les récentes fluctuations sont dues en

grande partie à la volatilité des prix de l'énergie

et des carburants. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix des produits frais, de l'énergie et des carburants, a été beaucoup plus stable, mais elle a également reculé par rapport au premier semestre 2019, affichant une progression modeste de 0,2 % en janvier 2020.

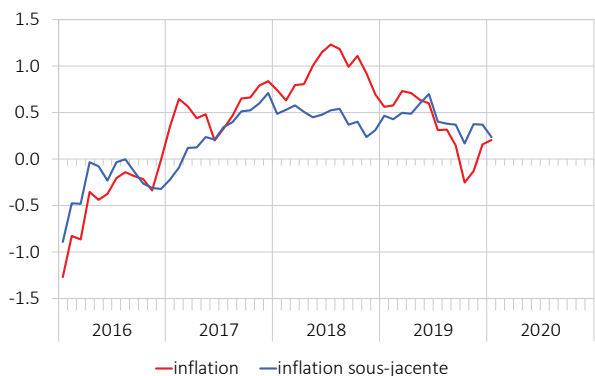
L'inflation à nouveau légèrement positive

La baisse de l'inflation sous-jacente est probablement due, d'une part, à l'appréciation du franc suisse, qui a un effet modérateur sur les prix des importations. En effet, les biens importés hors produits pétroliers contribuent

négativement à l'inflation depuis octobre 2019 (graphique 27). D'autre part, le renchérissement des produits domestiques a également eu tendance à se réduire. Cela est dû en partie à l'évolution des prix dans les secteurs réglementés par l'État. L'indice des prix administrés, qui comprend notamment des prestations dans les secteurs de la santé et de l'électricité ainsi que diverses taxes, a enregistré en janvier 2020 la plus forte baisse de son existence (-1 % en évolution annuelle).

⁸ Le taux de demandeurs d'emploi, dans l'ensemble de l'économie (« total »), tel que le montre le graphique 25, est considérablement plus élevé que le taux de demandeurs d'emploi représenté dans le graphique 24. Pour ce qui est des taux de demandeurs d'emploi dans les différents secteurs, soit également dans le total mentionné au graphique 25, la base du dénominateur n'est pas la population active, mais la population active occupée (sans compter les personnes dont la répartition entre secteurs est impossible), ce qui permet de conserver la comparabilité des taux de demandeurs d'emploi de chaque secteur.

graphique 26 : Indice des prix à la consommation
 variation sur un an en %, inflation sous-jacente : sans les produits frais et saisonniers, l'énergie et les carburants

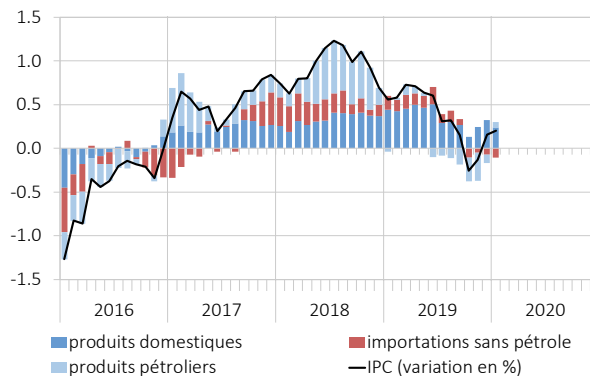


source : OFS

Toutefois, l'évolution des prix dans le secteur des services privés reste positive. Les loyers ont à nouveau augmenté un peu plus fortement à la fin 2019, tandis que le

secteur de l'hôtellerie et de la restauration a même enregistré en janvier 2020 le taux d'inflation le plus élevé depuis six ans. Dans l'ensemble, l'évolution des prix des différentes composantes de l'IPC est donc assez hétérogène.

graphique 27 : Contributions à l'inflation
 variation sur un an en points de pourcentage



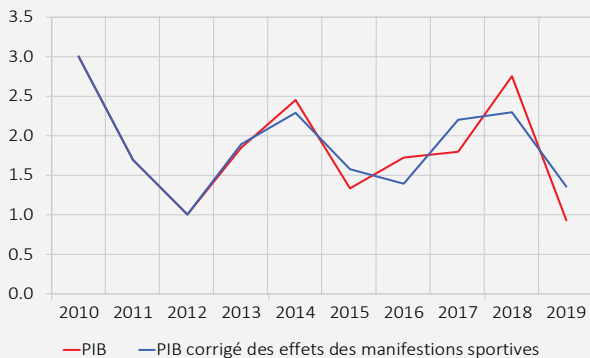
source : OFS

Encadré : Croissance du PIB de 0,9 % en 2019

Avec les résultats du 4^e trimestre, on dispose également des premières données de comptabilité nationale pour toute l'année 2019. Ces derniers montrent que le PIB de la Suisse n'a connu, après 2,8 % en 2018, qu'une croissance modérée de 0,9 %. Le PIB corrigé des effets des événements sportifs⁹ indique également un ralentissement, quoique beaucoup moins prononcé (graphique 28). Les premiers résultats annuels du PIB 2019 correspondent ainsi pour l'essentiel aux prévisions du Groupe d'experts de la Confédération.¹⁰

graphique 28 : Croissance économique

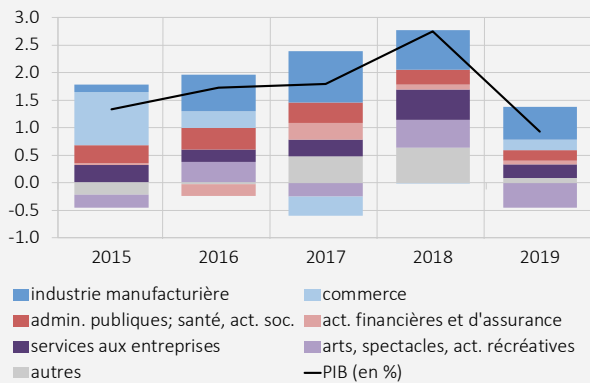
valeurs réelles en %



sources : OFS, SECO

graphique 29 : Contributions à la croissance, différents des secteurs¹¹

valeurs réelles, en points de pourcentage



sources : OFS, SECO

Côté production, la plus forte contribution à la croissance provient, comme les années précédentes, du secteur manufacturier (graphique 29). Plutôt dynamique, le développement global de ce secteur cache toutefois une grande hétérogénéité. Les secteurs industriels sensibles à la conjoncture, tels que les industries des métaux et des

machines, ont subi des revers suite au ralentissement international de la croissance : les secteurs moins exposés, notamment l'industrie chimique et pharmaceutique, ont connu, eux, une forte croissance.

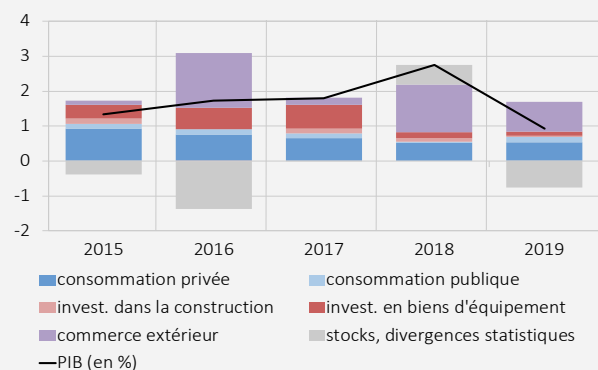
Cela se reflète dans le PIB selon l'approche de dépenses et en particulier dans le commerce extérieur. En effet, il a contribué à nouveau de manière significative à la croissance du PIB et ce, grâce à la forte expansion des exportations de marchandises. Cependant, la dichotomie entre l'essor de la rubrique chimie-pharma et l'évolution lente des autres rubriques, se manifeste ici aussi.

Dans le secteur des services, le rythme de la croissance a ralenti en 2019 sur une base relativement large (graphique 29). Outre l'important secteur des services liés aux entreprises, le secteur de l'hôtellerie et de la restauration, les transports et les communications, les soins de santé et la branche des services financiers ont perdu de leur dynamisme. Le commerce est une exception : soutenue notamment par le commerce de gros et d'automobile, cette branche a retrouvé une croissance modérée. Toutefois, l'expansion s'est également ralentie dans le secteur de la construction.

Par conséquent, la croissance de la demande intérieure finale a été inférieure à la moyenne, comme l'année précédente. Tant les dépenses de consommation que les investissements en bâtiments et équipements n'ont que modérément augmenté.

graphique 30 : Contributions à la croissance, différentes composantes

valeurs réelles, en points de pourcentage



sources : OFS, SECO

rédaction : Felicitas Kemeny

⁹ V. également la note technique « Lissage des effets des grandes manifestations sportives dans le PIB suisse » sous https://www.seco.admin.ch/dam/seco/fr/dokumente/Wirtschaft/Wirtschaftslage/VIP%20Quartalssch%C3%A4tzungen/sporteventbereinigung.pdf.download.pdf/sporteventbereinigung_f.pdf.

¹⁰ La prévision de croissance du PIB était de 0,8 % en septembre 2019 et de 0,9 % en décembre.

¹¹ Les codes Noga des branches indiquées se trouvent en p. 8.

Encadré : PIB suisse par habitant à un niveau élevé, mais en faible croissance au cours de la dernière décennie

Le PIB réel par habitant, c'est-à-dire le PIB réel par rapport à la population, est une référence commune sur le plan international pour mesurer le niveau de vie matériel. Il reflète à la fois le dynamisme de l'économie d'un pays et celui de sa population.

Les premiers résultats pour 2019 montrent que le PIB par habitant de la Suisse a augmenté de 0,2 % par rapport à l'année précédente. Selon le PIB corrigé des effets des grands événements sportifs, la croissance a été de l'ordre de 0,6 % (graphique 31). Bien inférieure à la moyenne à long terme (1,0 %), elle correspond ainsi aux taux de croissance modérés de ces dernières années.

En comparaison internationale également, le PIB par habitant de la Suisse a connu récemment une évolution modeste. En moyenne sur les deux dernières années, la croissance par habitant n'a été que de 1,1 % en Suisse, contre 2,0 % aux États-Unis et 1,3 % dans la zone euro. Elle a par contre été plus faible en Allemagne (0,8 %) et en Italie (0,6 %), pays qui connaissent un ralentissement économique important depuis 2018.

Dans l'ensemble, la dernière décennie a été caractérisée par des taux de croissance positifs. Ce n'est qu'en 2012, pendant la crise de la dette européenne, que la croissance a été légèrement négative. Depuis la crise financière et économique de 2009, le PIB par habitant de la Suisse a cependant augmenté beaucoup plus lentement qu'auparavant. En moyenne, cela s'est traduit par une croissance d'à peine 0,9 % par an. Ce chiffre est nettement inférieur à celui des années 2000 (+1,2 %) et des années 1980 (+1,5 %). En revanche, la croissance par habitant a été nettement plus faible dans les années 1990 (0,5 %) marquées par la crise immobilière.

En comparaison internationale, la Suisse se situe au bas de l'échelle de ses pays pairs, avec une croissance moyenne par habitant inférieure à 1 % au cours de la dernière décennie (graphique 32).¹² Parmi les pays voisins, seule l'Italie (0,1 %) s'en sort moins bien. La Chine est en tête avec plus de 7 % ; les États-Unis (1,6 %), l'Allemagne (1,7 %) mais aussi la zone euro dans son ensemble

(1,2 %) ont enregistré des taux de croissance moyens bien supérieurs à 1 %.

Toutefois, on le sait, la Suisse a un PIB par habitant relativement élevé depuis un certain temps déjà : en 2019, il était de 81 600 francs (en valeur nominale), ce qui relativise quelque peu la faiblesse de sa croissance. En outre, pour les comparaisons internationales, il y a lieu de convertir le PIB par habitant dans la même monnaie et de l'ajuster en fonction du pouvoir d'achat dans les différents pays. Cela corrige le fait que le même panier d'achat ne coûte pas le même prix partout : autrement dit que la même somme d'argent ne permet pas d'acheter la même quantité de produits dans tous les pays. De ce point de vue, la Suisse atteint une valeur maximale de 70 400 dollars US par habitant (graphique 32). Aux deuxième et troisième rangs viennent les États-Unis, avec un peu moins de 65 000 dollars, et les Pays-Bas, avec 59 200 dollars. Dans la zone euro, ce montant est de 48 500 dollars US, l'Allemagne (55 600) étant au-dessus de la moyenne européenne et l'Italie (43 600) juste en dessous. Corrigé du pouvoir d'achat, l'écart entre la Suisse et ses pays pairs est moins important que non corrigé, car le coût de la vie en Suisse est plus élevé. Mais même dans cette perspective, le consommateur moyen résidant en Suisse peut se permettre de payer beaucoup plus qu'un habitant de la zone euro, des États-Unis ou du Royaume-Uni.

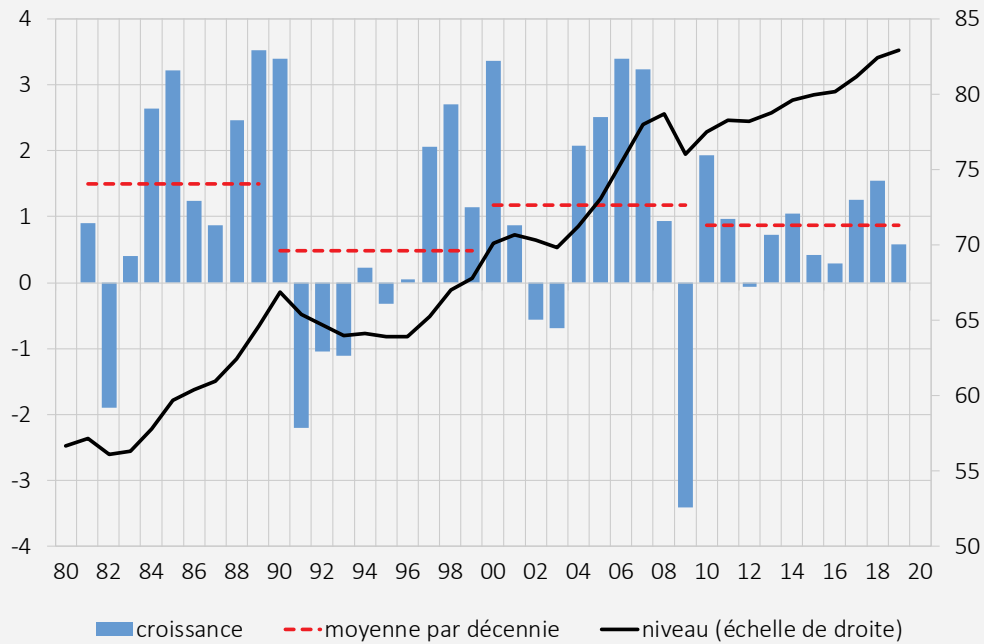
Ainsi, malgré une décennie de faible croissance par habitant, la Suisse reste l'un des pays les plus prospères dans le monde. Dans les prochaines décennies, cependant, l'évolution démographique va constituer un défi supplémentaire. Comme il en ressort des scénarios à long terme de la Confédération, le nombre de personnes atteignant l'âge de la retraite devrait augmenter d'environ un million d'ici à 2045, et la proportion de la population en âge de travailler diminuera, ce qui risque d'affaiblir la croissance du PIB par habitant d'environ 0,5 point par an au cours des dix prochaines années.

rédaction : Philipp Wegmüller

¹² Dans une comparaison à long terme, il n'est pas nécessaire de faire la distinction entre la série corrigée et la série non corrigée des effets des événements sportifs, car la valeur ajoutée associée aux grands événements sportifs internationaux augmente toujours les années paires et diminue les années impaires.

graphique 31 : PIB par habitant de la Suisse

valeurs réelles, corrigées des effets des événements sportifs, niveau en milliers de francs

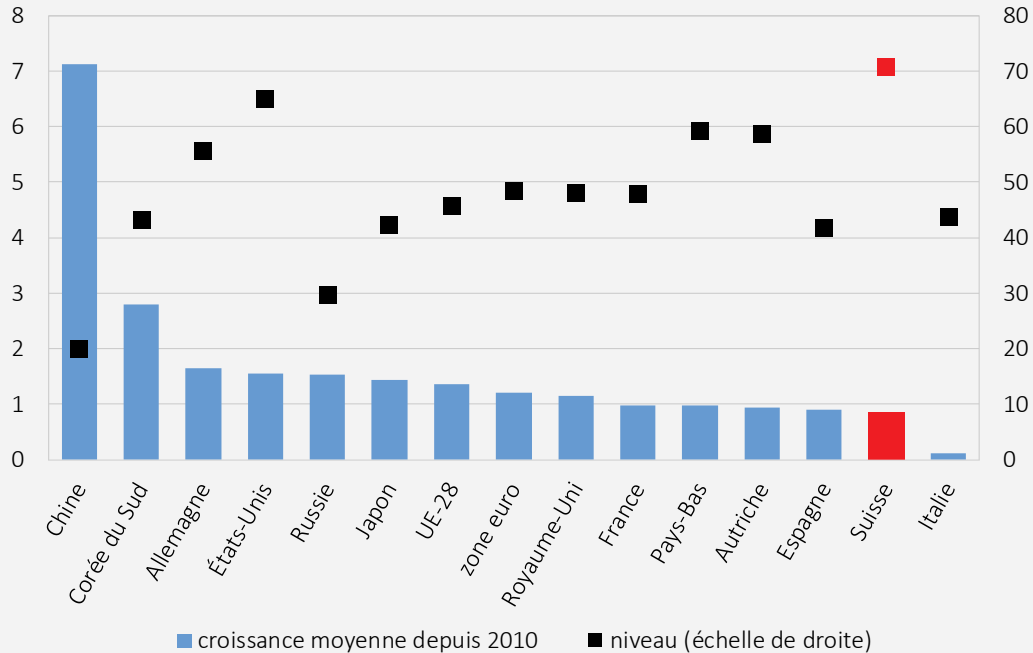


sources : OFS, SECO

graphique 32 : PIB par habitant, comparaison internationale¹³

échelle de gauche : croissance réelle moyenne depuis 2010

échelle de droite : niveau en milliers de dollars US, en parité de pouvoir d'achat



sources : OFS, SECO, OCDE, Ameco, divers offices statistiques

¹³ Pour la plupart des pays, le 4^e trimestre est basé sur une estimation rapide (flash). Lorsque aucun chiffre n'était encore disponible pour le 4^e trimestre, le PIB a été extrapolé au moyen d'une estimation Arima. Pour les données sur la population, les valeurs pour 2019 ont été tirées des perspectives économiques (EO) de l'OCDE ou de la base de données Ameco.